

Gelet op het besluit van 7 november 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van de sportfederaties van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité, van een interfederale vereniging en van coördinatieverenigingen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens, gegeven op 11 maart 1992 en bevestigd op 17 november 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat het past maatregelen te treffen voor de toepassing van het decreet van 3 juli 1991 in zover zij betrekking hebben op de weigering, de opschorting of de intrekking van de erkenning van de verenigingen bedoeld in het decreet waarvan sprake;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Cultuur en Sport;

Gelet op de na de beraadslaging van de Regering van 22 december 1994 genomen beslissing;

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit decreet dient men te verstaan onder :

a) de federatie : de erkende sportfederatie of deze die haar erkenning aanvraagt in toepassing van de bepalingen van hoofdstuk I van het voornoemd decreet,

b) het B.O.I.C. : het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité,

c) De Hoge Raad : De Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens.

Art. 2. Delegatie wordt verleend aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Sport behoort om de beslissingen te treffen tot weigering, opschorting en intrekking van de erkenning van de federaties, het B.O.I.C., een interfederale vereniging of een coördinatievereniging.

De Minister tot wiens bevoegdheid Sport behoort, brengt de betrokkene op de hoogte van de beslissing, acht dagen vooraleer zijn beslissing tot weigering, de opschorting, de intrekking van de erkenning te nemen. Betrokkene heeft drie dagen tijd om zijn middelen te doen gelden.

Art. 3. Van elke beslissing tot weigering, opschorting of intrekking van erkenning wordt bij een ter post aangetekend schrijven aan betrokken vereniging kennis gegeven.

Art. 4. Binnen de dertig dagen die volgen op de kennisgeving van de beslissing tot weigering, opschorting of intrekking, kan de betrokken vereniging een beroep aantekenen bij de Regering. Op straffe van nietigheid wordt dit beroep bij een ter post aangetekende brief ingesteld en bevat de volgende inlichtingen :

a) de identiteit van de persoon (personen) die in voorkomend geval door de Hoge Raad wenst (wensen) gehoord te worden;

b) de motivatie van het beroep;

c) de argumenten of eventuele nieuwe argumenten die de vereniging zich voorneemt te doen gelden.

Art. 5. Nadat het dossier is onderzocht brengt het Bestuur bij een ter post aangetekend schrijven de vereniging op de hoogte van de datum en het uur waarop de Hoge Raad het beroep voor advies zal onderzoeken, gelet op het feit dat de zitting van de Hoge Raad ten vroegste veertien dagen na de datum van de verzending van de aangetekende brief bepaald is.

Art. 6. Vanaf de datum van het advies van de Hoge Raad, neemt de Regering haar beslissing binnen een termijn van negentig dagen. De vereniging wordt bij een ter post aangetekend schrijven op de hoogte gebracht van de beslissing.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid Sport behoort, is belast met de toepassing van dit besluit.

Brussel, 22 december 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 683

[S-C — 29028]

3 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'intégration permanente dans l'enseignement ordinaire de certains élèves relevant de l'enseignement spécial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré, notamment l'article 5bis y inséré par la loi du 11 mars 1986;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement spécial du 2 juin 1994;

Vu les protocoles du comité de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux des 18 août et 16 septembre 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions donné en date du 14 juin 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Éducation;

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté organise les modalités d'intégration permanente dans l'enseignement ordinaire d'élèves inscrits dans l'enseignement spécial fondamental des types 4, 6 et 7 et dans l'enseignement spécial secondaire de forme 3 des types 4, 6 et 7 qui, compte tenu de leurs potentialités, sont susceptibles de satisfaire aux évaluations requises.

Art. 2. Par intégration permanente, il faut entendre que l'élève poursuit toute sa scolarité dans l'enseignement ordinaire, tout en bénéficiant, en fonction de ses besoins, de la gratuité du transport et d'un accompagnement assuré par l'enseignement spécial.

Pour chaque élève visé à l'alinéa 1er, quatre périodes d'accompagnement par du personnel de l'enseignement spécial sont versées dans un capital-périodes global par réseau.

Art. 3. L'intégration dans l'enseignement ordinaire peut s'effectuer au niveau fondamental et au niveau secondaire en ce compris du niveau fondamental au niveau secondaire. L'élève intégré est inscrit comme élève régulier dans l'enseignement ordinaire et perd la qualité d'élève régulier dans l'enseignement spécial. Dans l'enseignement ordinaire, l'élève intégré n'est comptabilisé en application de l'article 22, § 1, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice que pour autant qu'au terme de l'année scolaire précédente, aucune demande ou décision n'ait été introduite ou prise en application de l'article 12 du présent arrêté sauf si cette décision, prise au plus tard le jour de la rentrée scolaire, aboutit au maintien de l'élève intégré dans l'enseignement ordinaire.

Art. 4. Toute décision relative à l'intégration permanente est précédée d'une proposition qui doit émaner d'au moins un des intervenants suivants :

1° de l'équipe éducative d'un établissement d'enseignement spécial comprenant l'ensemble des membres du personnel enseignant, paramédical, administratif et auxiliaire d'éducation qui participent directement à l'encadrement de l'élève;

2° du centre P.M.S. qui assure la guidance de cet établissement;

3° des père et mère, du tuteur ou de la personne à qui est confiée, en droit ou en fait, la garde de l'élève ou de l'élève lui-même s'il est majeur.

La proposition d'intégration permanente est introduite auprès du chef de l'établissement d'enseignement spécial au plus tard le 1er mars qui précède l'année scolaire prévue pour l'intégration.

Art. 5. Dans les dix jours de la réception de la proposition visée à l'article 4, la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement spécial concerné la soumet à ceux des intervenants visés à l'article 4 qui n'ont pas introduit ladite proposition, lesquels remettent un avis dans les vingt jours.

Art. 6. Si les avis prévus à l'article 5 sont favorables, la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement spécial soumet la proposition d'intégration permanente au chef d'établissement d'enseignement ordinaire en vue de définir un projet d'intégration.

Dès l'acceptation de la proposition d'intégration permanente par la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement ordinaire, la définition d'un projet d'intégration est recherchée conjointement par :

1° le conseil de classe de l'établissement d'enseignement spécial, assisté par le centre P.M.S. spécialisé qui assume la guidance;

2° le titulaire de classe ou le conseil de classe de l'établissement d'enseignement ordinaire concerné, assisté par le centre P.M.S. qui assume la guidance de l'établissement.

Art. 7. A l'issue de la procédure visée à l'article 6, un protocole est établi, contenant :

1° le projet d'intégration comprenant le dossier de l'élève, les objectifs visés, l'énumération des équipements spécifiques et les besoins de l'élève en matière de transport, les éventuelles dispenses au programme de l'enseignement ordinaire, ainsi que le dispositif de liaison entre les écoles en ce compris les propositions, le cas échéant alternatives compte tenu des possibilités résultant de l'application de l'article 2, second alinéa, de modalités d'accompagnement;

2° les modalités de concertation entre le(s) membre(s) du personnel chargé(s) de l'accompagnement et le membre du personnel de l'enseignement ordinaire en charge de la classe qui accueille l'élève, ainsi que les modalités d'évaluation interne de l'intégration permanente et la constitution de rapports;

3° l'accord des centres P.M.S. concernés;

4° l'accord du pouvoir organisateur, ou de son délégué, de chacun des établissements concernés;

5° l'accord des père et mère, du tuteur ou de la personne à qui est confiée, en droit ou en fait, la garde de l'élève ou de l'élève lui-même s'il est majeur.

Art. 8. Au plus tard le 30 avril qui précède l'année scolaire prévue pour l'intégration, la direction ou le pouvoir organisateur de chacun des deux établissements d'enseignement concernés transmet le protocole à la direction générale de l'enseignement préscolaire et primaire et à la direction d'administration de l'enseignement spécial ainsi qu'aux deux services d'inspection correspondants dénommés ci-après l'inspection.

L'inspection et les directions générales et d'administration visées à l'alinéa 1er agréent conjointement le protocole dans le mois de sa réception et au plus tard le 21 mai qui précède l'année scolaire prévue pour l'intégration.

Le dossier est conservé par la direction d'administration de l'enseignement spécial qui en saisit sans délai une Commission de 7 membres composée comme suit : un représentant de l'enseignement de la Communauté française, cinq représentants des organes représentatifs des pouvoirs organisateurs d'établissements d'enseignement subventionné, un représentant de la Direction d'administration de l'Enseignement spécial qui assume la présidence.

Au plus tard dans la deuxième semaine du mois de juin qui précède l'année scolaire prévue pour l'intégration, la Commission visée à l'alinéa précédent rend un avis sur chaque proposition de modalités d'accompagnement visée à l'article 7, 1er alinéa. L'avis de la Commission porte en tout cas sur la compatibilité de chaque proposition de modalités d'accompagnement avec le nombre total de périodes contenues ou à verser dans le capital-périodes global visé à l'article 2, 2e alinéa.

Art. 9. A l'issue de la procédure visée à l'article 8, les dossiers comprenant les protocoles, agrégations et avis sont transmis pour décision, par la Direction d'administration de l'enseignement spécial, au Ministre ayant l'enseignement spécial dans ses attributions.

Au plus tard le 30 juin qui précède l'année scolaire prévue pour l'intégration, le Ministre communique sa décision au réseau d'enseignement spécial concerné, à la direction de chacun des établissements concernés ainsi qu'à la Commission d'avis visée à l'article 8.

Art. 10. Dans des circonstances exceptionnelles reconnues conjointement par les trois intervenants visés à l'article 4, 1er alinéa, la date visée à l'article 4, second alinéa, peut être reportée jusqu'au 15 septembre de l'année scolaire considérée au plus tard.

Les procédures visées à l'article 5, 6, 7 et 8, alinéas 1 et 2, sont clôturées au 30 septembre de l'année scolaire considérée au plus tard.

Dans la première semaine du mois d'octobre de l'année scolaire considérée, la Commission visée à l'article 8, 3^e alinéa, rend son avis sur les propositions déposées en application de l'alinéa 1^{er} dont elle n'a pu être saisie en application de l'article 8, 4^e alinéa.

Le Ministre communique sa décision aux autorités visées à l'article 9, second alinéa, dans la deuxième semaine du mois d'octobre de l'année scolaire considérée.

Art. 11. Le capital-périodes visé à l'article 2, second alinéa est administré, en fonction des besoins des élèves à intégrer, par le Ministre qui à l'enseignement spécial dans ses attributions pour l'enseignement de la Communauté française et, pour l'enseignement subventionné, par les organes représentatifs au niveau communautaire des pouvoirs organisateurs d'établissements d'enseignement subventionné, chacun pour ce qui concerne les pouvoirs organisateurs qu'il représente, après consultation des organisations syndicales représentatives.

Les périodes sont exclusivement attribuées à du personnel en fonction dans un établissement d'enseignement spécial.

Le membre du personnel de l'enseignement spécial chargé de l'accompagnement travaille en collaboration avec l'école d'enseignement ordinaire concernée par l'intégration. Toutefois, il reste placé sous la seule autorité de la direction de l'établissement d'enseignement spécial dont il relève. Cette dernière disposition est reproduite dans le protocole visé à l'article 7. Ce protocole est signé par le membre du personnel chargé de l'accompagnement.

Art. 12. Au terme de chaque année scolaire, chacune des parties ayant marqué son accord au protocole peut demander de mettre fin à l'intégration et le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécial.

Une telle décision ne peut être prise par l'élève majeur, ses père et mère, son tuteur ou la personne à qui est confiée, en droit ou en fait, la garde de l'élève qu'après avis de l'inspection. Cette décision a pour effet de mettre fin à la même date à l'application de l'article 3, l'élève relevant alors régulièrement de l'enseignement spécial.

Pour des motifs d'une exceptionnelle gravité, le Ministre qui a l'enseignement spécial dans ses attributions peut mettre fin à l'intégration et autoriser le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécial en cours d'année scolaire. L'élève ne pourra toutefois être pris en considération dans le cadre d'un recomptage éventuel au 1^{er} octobre ou à une date ultérieure de l'année scolaire en cours. Pour l'année scolaire considérée, il est néanmoins réputé conserver sa qualité d'élève intégré pour l'application des articles 2, second alinéa, et 11, 1^{er} et 2^e alinéas.

Art. 13. Une mission d'évaluation permanente des actions d'intégration est assurée par l'inspection, notamment sur base des rapports déposés en exécution du protocole.

Art. 14. Dans l'article 15, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 juin 1978, portant définition des types et organisation de l'enseignement spécial et déterminant les conditions d'admission et de maintien dans les divers niveaux d'enseignement spécial, les mots « ou permanente » sont supprimés.

Art. 15. Les intégrations permanentes en cours de réalisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent aux conditions qui leur ont été initialement fixées.

Moyennant l'agrément de l'inspection, l'élève bénéficiaire de l'intégration permanente peut, sur demande motivée des chefs d'établissement concernés et après avis de la Commission visée à l'article 8, être inscrit selon les modalités fixées aux articles 2 et 3.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son approbation par le Gouvernement.

Art. 17. Le Ministre ayant les enseignements fondamental, secondaire et spécial ainsi que les centres P.M.S. dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 janvier 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de l'Éducation,

Ph. MAHOUX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 — 683

[S-C — 28028]

3 JANUARI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de blijvende integratie, in het buitengewoon onderwijs, van leerlingen die onder het buitengewoon onderwijs ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs, inz art. 5*bis*, ingevoegd bij de wet van 11 maart 1988;

Gelet op het advies van de hoge raad voor het buitengewoon onderwijs d.d. 2.6. 1994;

Gelet op de protocollen van 18 augustus en 16 september 1994 - Sectorcomité IX en Sectorcomité voor de provinciale en plaatselijke openbare diensten;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juni 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor blijvende integratie in het gewoon onderwijs van leerlingen die in het buitengewoon basisonderwijs van de types 4, 6 en 7 en in het buitengewoon secundair onderwijs van vorm 3 van de types 4, 6 en 7-ingeschreven zijn en die, rekening houdend met hun mogelijkheden, kunnen voldoen aan de vereiste evaluaties.

Art. 2. Onder blijvende integratie wordt verstaan dat de leerling het gewoon onderwijs blijft bezoeken terwijl hij, volgens zijn behoeften, het voordeel blijft genieten van kosteloos vervoer en van een door het buitengewoon onderwijs verstrekte begeleiding.

Voor elke in lid 1 bedoelde leerling worden vier lestijden voor begeleiding door personeel van het buitengewoon onderwijs in een globaal lestijdenpakket per net opgenomen.

Art. 3. De opnemings in het gewoon onderwijs mag in het basisonderwijs en in het secundair onderwijs met inbegrip van het basisoniveau tot in het secundair onderwijs gebeuren. De opgenomen leerling wordt als regelmatig leerling in het gewoon onderwijs ingeschreven en verliest de hoedanigheid van regelmatig leerling in het buitengewoon onderwijs. In het gewoon onderwijs wordt de geïntegreerde leerling bij toepassing van artikel 22 van het decreet van 22 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, slechts meegeteld indien geen vraag of beslissing na afloop van het vorige schooljaar is ingediend of genomen bij toepassing van artikel 12 van dit besluit, behalve indien deze beslissing, genomen uiterlijk op de dag van de lessenhervatting, tot het behoud van de geïntegreerde leerling in het gewoon onderwijs leidt.

Art. 4. Aan elke beslissing betreffende de blijvende integratie gaat een voorstel vooraf dat van ten minste één van de volgende betrokken partijen moet uitgaan :

1° de opvoedersploeg van een inrichting voor buitengewoon onderwijs, omvattende het geheel van het onderwijzend, paramedisch en administratief personeel en het opvoedend hulp personeel die rechtstreeks aan de begeleiding van de leerling deelnemen;

2° het PMS-Centrum dat voor de begeleiding van die inrichting zorgt;

3° de vader en moeder, de voogd of de persoon aan wie de voogdij over het kind in rechte of in feite is toevertrouwd of de leerling zelf indien hij meerderjarig is.

Het voorstel tot blijvende integratie wordt bij het hoofd van de inrichting voor buitengewoon onderwijs aanhangig gemaakt uiterlijk op de 1e maart die aan het voor de integratie voorziene schooljaar voorafgaat.

Art. 5. Binnen de 10 dagen na de ontvangst van het in artikel 4 bedoelde voorstel legt de directie of de inrichtende macht van de betrokken inrichting voor buitengewoon onderwijs het voorstel voor aan de in artikel 4 bedoelde partijen die dit voorstel niet ingediend hebben; binnen de twintig dagen moeten ze een advies uitbrengen.

Art. 6. Indien de in artikel 5 bepaalde adviezen gunstig zijn, legt de directie of de inrichtende macht van de inrichting voor buitengewoon onderwijs het voorstel tot blijvende integratie voor aan het hoofd van de inrichting voor buitengewoon onderwijs met het oog op het bepalen van een integratieproject.

Vanaf de aanneming van het voorstel tot blijvende integratie door de directie of de inrichtende macht van de inrichting voor gewoon onderwijs wordt gezamenlijk naar de bepaling van een integratieproject gestreefd door :

1° de klasseraad van de inrichting voor buitengewoon onderwijs, bijgestaan door het gespecialiseerde PMS-Centrum dat voor de begeleiding instaat;

2° de klassetularis of de klasseraad van de betrokken inrichting voor gewoon onderwijs, bijgestaan door het PMS-Centrum dat voor de begeleiding van de inrichting instaat.

Art. 7. Na afloop van de in artikel 6 bedoelde procedure wordt een protocol opgemaakt waarin vervat zijn:

1° het integratieproject, omvattende het dossier van de leerling, de nagestreefde doeleinden, de opsomming van de specifieke uitrusting, de behoeften van de leerling inzake vervoer, de eventuele vrijstellingen van het programma van het gewoon onderwijs, alsmede het verbindingsmechanisme tussen de scholen, met inbegrip van de eventueel alternatieve voorstellen, rekening houdend met de mogelijkheden die voortvloeien uit de toepassing van artikel 2, 2e lid, inzake begeleidingsvoorwaarden;

2° de wijze van overleg tussen het lid of de leden van het personeel, belast met de begeleiding en het personeelslid van het gewoon onderwijs dat instaat voor het onthaal van de leerling, alsmede de voorwaarden voor interne evaluatie van de blijvende integratie en het samenstellen van verslagen ;

3° de instemming van de betrokken PMS-Centra;

4° de instemming van de inrichtende macht of van de afgevaardigde ervan, voor elke betrokken inrichting;

5° de instemming van de vader en moeder, de voogd of de persoon aan wie het toezicht van de leerling in rechte of in feite is toevertrouwd, of die van de leerling zelf indien hij meerderjarig is.

Art. 8. Uiterlijk op 30 april van het jaar dat aan het voor de integratie voorziene schooljaar voorafgaat, maakt de directie of de inrichtende macht van elke betrokken onderwijsinrichting het protocol over aan de algemene directie kleuter- en lager onderwijs en aan het bestuur buitengewoon onderwijs, alsmede aan beide overeenstemmende inspectiediensten, hierna genoemd « de inspectie »

De inspectie en de in lid 1 bedoelde algemene directie en bestuur nemen gezamenlijk het protocol aan binnen de maand na de ontvangst ervan en uiterlijk op de 21e mei die aan het voor de integratie voorziene schooljaar voorafgaat.

Het dossier wordt bewaard door het bestuur buitengewoon onderwijs, dat het onverwijld aanhangig maakt bij een commissie van 7 leden samengesteld als volgt : een vertegenwoordiger van het Franstalig Gemeenschaps-onderwijs, vijf vertegenwoordigers van de representatieve organen van de inrichtende machten van inrichtingen voor gesubsidieerd onderwijs, een vertegenwoordiger van het bestuur Buitengewoon Onderwijs, die de commissie voorziet.

Uiterlijk in de tweede week van de maand juni die aan het voor de integratie voorziene schooljaar voorafgaat, brengt de in vorig lid bedoelde Commissie een advies uit over elk in artikel 7, eerste lid, bedoeld voorstel inzake begeleidingsvoorwaarden.

Het advies van de commissie heeft vooral betrekking op de verenigbaarheid van elk voorstel inzake begeleidingsvoorwaarden met het totaal aantal lestijden, bevat of op te nemen in het in artikel 2, 2e lid bedoelde globaal lestijdenpakket.

Art. 9. Na afloop van de in artikel 8 bepaalde procedure worden de dossiers samen met de protocollen, aanvaarding en adviezen door het bestuur Buitengewoon Onderwijs voor beslissing overgezonden aan de Minister bevoegd voor het buitengewoon onderwijs.

Uiterlijk op de 30e juni die aan het voor de integratie voorziene schooljaar voorafgaat deelt de Minister zijn beslissing mee aan het betrokken net voor buitengewoon onderwijs, aan de directie van elke betrokken inrichting alsmede aan de in artikel 8 bedoelde Adviescommissie.

Art. 10. In uitzonderlijke omstandigheden, erkend door de 3 in art. 4, 1e lid, bedoelde partijen, kan de in artikel 4, 2e lid bedoelde datum verschoven worden tot de 15e september van het betrokken schooljaar.

De in de artikelen 5, 6, 7 en 8, lid 1 en lid 2 bedoelde procedures worden uiterlijk op 30 september van het kwestieuze schooljaar afgesloten.

In de eerste week van de maand oktober van het kwestieuze schooljaar brengt de in artikel 8, 4e lid, bedoelde Commissie haar advies uit over de bij toepassing van lid 1 ingediende voorstellen die bij bedoelde Commissie niet aanhangig gemaakt konden worden ter uitvoering van artikel 8, 4e lid.

De Minister deelt de in artikel 9, 2e lid bedoelde overheid zijn beslissing in de tweede week van de maand oktober van het kwestieuze schooljaar mee.

Art. 11. Het in artikel 2, 2e lid bedoelde lestijdenpakket wordt op grond van de behoeften van de op te nemen leerlingen beheerd door de Minister bevoegd voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap en voor het gesubsidieerd onderwijs, door de in de Gemeenschap representatieve organen van de inrichtende machten van gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, elk voor de inrichtende machten die het vertegenwoordigt, na ruggespraak met de representatieve vakbonden. De lestijden worden uitsluitend aan personeelsleden, tewerkgesteld in een inrichting voor buitengewoon onderwijs, toegekend.

Het met de begeleiding belaste personeelslid van het buitengewoon onderwijs werkt in samenwerking met de door de integratie betrokken school voor gewoon onderwijs. Hij blijft echter onder het gezag van de directie van de inrichting voor buitengewoon onderwijs waaronder hij ressorteert.

Deze laatste bepaling wordt in het in art. 7 bedoelde protocol overgenomen. Dit protocol wordt door het met de begeleiding belaste personeelslid ondertekend.

Art. 12. Na afloop van elk schooljaar mag elke partij die ingestemd heeft met het protocol, vragen om een eind te maken aan de integratie en om de leerling voltijds naar het buitengewoon onderwijs terug te sturen.

Een dergelijke beslissing mag door de meerderjarige leerling, de vader en moeder van de leerling, diens voogd of de persoon aan wie hij in rechte of in feite is toevertrouwd, pas gevraagd worden wanneer de inspectie een advies heeft uitgebracht. Deze beslissing heeft als gevolg dat ze op dezelfde datum een einde maakt aan de toepassing van artikel 3, daar de leerling dan regelmatig onder het buitengewoon onderwijs ressorteert.

Om uitzonderlijk ernstige redenen mag de Minister, bevoegd voor het buitengewoon onderwijs, een einde maken aan de integratie en in de loop van het schooljaar de terugkeer van de leerling naar het buitengewoon onderwijs voltijds toelaten.

De leerling mag echter niet meer in aanmerking komen in het kader van een mogelijke nieuwe telling op 1 oktober of op een latere datum van het lopende schooljaar. Voor het beschouwde schooljaar wordt de leerling niettemin geacht zijn hoedanigheid van geïntegreerd leerling te behouden voor de toepassing van de artikelen 2, 2e lid, en 11, lid 1 en lid 2.

Art. 13. De inspectie zorgt voor een doorlopende evaluatieopdracht van de integratieacties, inz. op grond van de bij toepassing van het protocol ingediende verslagen.

In artikel 15, § 1, van het koninklijk besluit d.d. 28 juni 1978 houdende de omschrijving van de types en de organisatie van het buitengewoon onderwijs en de betoelagings- en behoudsvoorwaarden in de diverse niveaus van het buitengewoon onderwijs worden « of permanente » geschrapt.

Art. 15. Blijvende integraties die aan de gang zijn op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit worden voortgezet onder de voorwaarden die oorspronkelijk werden vastgesteld.

Mits de inspectie ermee instemt, mag de leerling die een blijvende integratie geniet op gemotiveerde vraag van de betrokken inrichtingshoofden en na advies van de in artikel 8 bedoelde commissie ingeschreven worden volgens de in de artikelen 2 en 3 vastgestelde voorwaarden.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het door de Regering goedgekeurd wordt.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs, het secundair onderwijs, het buitengewoon onderwijs en de PMS-centra behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 januari 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX

F. 95 — 684

9 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1971 fixant la procédure de désignation des membres du conseil d'administration des Universités et du Centre Universitaire de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, notamment l'article 15, modifié par la loi du 24 mars 1971;

Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1971 fixant la procédure de désignation des membres du conseil d'administration des universités et du centre universitaire de l'Etat, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1991, les articles 8 et 9, et l'article 14, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1er. L'article 7 de l'arrêté royal du 14 septembre 1971 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. Sont éligibles en qualité de représentants du corps enseignant, les membres du corps enseignant qui, au 31 décembre de l'année précédant celle de l'élection, bénéficient depuis un an au moins d'un des traitements fixés aux articles 38, 39, et 30 bis de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire ainsi que les membres du personnel enseignant à temps partiel, nommés en cette qualité depuis un an au moins au 31 décembre de l'année précédant celle de l'élection, et qui exercent, à l'université considérée, une fonction principale dans une autre catégorie. »

Art. 2. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. Sont éligibles, en qualité de représentants du corps scientifique, les membres électeurs de ce corps, tel qu'il est défini à l'article 1er du présent arrêté et qui, au 31 décembre de l'année précédant celle de l'élection, exercent depuis un an au moins une activité professionnelle universitaire à l'université ou au centre universitaire intéressé. »